Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1903 — Roma — Giovedì 26 Febbraio — Numero 47

DIREZIONE *in Via Larga nel Palazzo Baleani* | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | **AMMINISTRAZIONE** *in Via Larga nel Palazzo Baleani*

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.
Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }
Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*
Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. 10 — nel Regno cent. 15 — arretrato in Roma cent. 20 — nel Regno cent. 30 — all'Estero cent. 35
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

AVVISO DI CORTE

Sua Maestà il Re ha ricevuto oggi, alle ore 11,30, in udienza solenne S. E. il signor Joaquim Nabuco, il quale ha presentato alla Maestà Sua le lettere che lo accreditano presso questa Real Corte in qualità d'Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario della Repubblica del Brasile in missione speciale.

Roma, 26 febbraio 1903.

LEGGI E DECRETI

Il Numero 43 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione stipulata fra l'Italia, l'Austria-Ungheria, il Belgio, la Francia, la Germania, la Gran Bretagna, i Paesi Bassi, la Spagna e la Svezia e Norvegia per stabilire il regime fiscale degli zuccheri, firmata a Bruxelles il 5 marzo 1902.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 febbraio 1903.

VITTORIO EMANUELE.

E. Morin.
Carcano.

Visto, *Il Guardasigilli:* Cocco-Ortu

CONVENZIONE fra l'Italia, l'Austria-Ungheria, il Belgio, la Francia, la Germania, la Gran Bretagna, i Paesi Bassi, la Spagna e la Svezia, per stabilire il regime fiscale degli zuccheri.

Bruxelles, 5 marzo 1902

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Boême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la Reine régente du Royaume; le Président de la République française; Sa Majesté le Roi du Royame-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège.

Désirant — d'une part — égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de betterave et les sucres de canne des différentes provenances et d'autre part — aider au dévelloppement de la consummation du sucre;

Considérant que ce double résultat ne peut être atteint que par la suppression de primes et par la limitation de la surtaxe;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,
au nom de l'empire allemand:

M. le comte de Walwitz, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. de Koerner, directeur au département impérial des affaires étrangères;

M. Kühn, conseiller intime supérieur du gouvernement, conseiller rapporteur à l'office impérial du trésor;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Pour l'Autriche-Hongrie:

M. le comte Khevenhüller Metsch, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Pour l'Autriche:

M. le baron Jorkasch-Koch, chef de section au ministère impérial et royal des finances.

Pour la Hongrie:

M. de Toepke, sous-secrétaire d'Etat au ministère royal hongrois des finances;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. le comte de Smet de Naeyer, ministre des finances et des travaux publics, chef du cabinet;

M. Capelle, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général du commerce et des consulats au ministère des affaires étrangères;

M. Kebers, directeur général des douanes et accises au ministère des finances et des travaux pubblics;

M. de Smet, inspecteur général à l'administration des contributions directes, douanes et accises au ministère des finances et des travaux publics;

M. Beauduin, membre de la chambre des représentants, industriel;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom,
Sa Majesté la Reine régente du Royaume

M. de Villa Urrutia, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Le Président de la République française:

M. Gérard, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Bousquet, ancien conseiller d'Etat, directeur général des douanes honoraire;

M. Delatour, conseiller d'Etat, directeur général de la caisse des dépôts et consignations;

M. Courtin, conseiller d'Etat, directeur général des contributions indirectes au ministère des finances;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des mers. Empereur des Indes:

M. Constantine Phipps, C. B., Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sir Henry Primrose, K, C. B., C. S. I.;

Sir Henry Bergne, K. G. M. G.;

M. A. A. Pearson;

M. E. C. Ozanne;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. le commandeur Romeo Cantagalli, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. le commandeur Emilo Maraini, député au parlement italien, industriel;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le jonkheer de Pestel, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. le baron J. d'Aulnis de Bourouill, docteur en droit, professeur à l'université d'Utrecht;

M. G. Eschauzier, industriel à La Haye;

M. A. van Rossum, industriel à Haarlem;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège:

Pour la Suède:

M. le comte Wrangel, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Charles Tranchell, industriel.

Lesquel, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient la production ou l'exportation des sucres, et à ne pas établir de primes de l'espèce pendant toute la durée de ladite convention. Pour l'application de cette disposition, sont assimilés au sucre les produits sucrés, tels que confitures, chocolats, biscuits, lait condensé et toutes antres produits analogues contenant en proportion notable du sucre incorporé artificiellement.

Tombent sous l'application de l'alinéa précédent, tous les avantages résultant directement ou indirectement, pour les diverses catégories de producteurs, de la législation fiscale des Etats, notamment:

a) Les bonifications directes accordés en cas d'exportation;

b) Les bonifications directes accordées à la production;

c) Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, dont bénéficie une partie des produits de la fabrication;

d) Les bénéfices résultant d'excédents de rendement;

e) Les bénéfices résultant de l'exagération du drawback;

f) Les avantages résultant de toute surtaxe d'un taux supérieur à celui fixé par l'article 3.

Art. 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre au régime d'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques et les raffineries de sucre, ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses.

A cette fin, les usines seront aménagées de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et les employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

Des livres de contrôle seront tenus concernant une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

Art. 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de 6 francs par 100 kilogrammes pour le sucre raffiné et les sucres assimilables au raffiné, et de fr. 5,50 pour les autres sucres, la surtaxe, c'est-à-dire l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont saumis les sucres nationaux.

Cette disposition ne vise pas le taux des droits d'entrée dans les pays qui ne produisent pas de sucres; elle n'est pas non plus applicable aux sous-produits de la fabrication et du raffinage du sucre.

Art. 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à frapper d'un droit spécial, à l'importation sur leur territoire, les sucres originaires de pays qui accorderaient des primes à la production ou à l'exportation.

Ce droit ne pourra être inférieur au montant des primes, directes ou indirectes, accordées dant le pays d'origine. Les Hautes Parties se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de prohiber l'importation des sucres primés.

Pour l'évaluation du montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée au littéra *f* de l'article 1er, le chiffre fixé par l'article 3 est déduit du montant de cette surtaxe: la moitié de la différence est réputée représenter la prime, la Commission permanente instituée par l'article 7 ayant le droit, à la demande d'un Etat contractant, de reviser le chiffre ainsi établi.

Art. 5.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation, les sucres originaires soit des Etats contractants, soit de celles des colonies ou possessions desdits Etats qui n'accordent pas de primes et auxquelles s'appliquent les obligations de l'article 8.

Les sucres de canne et les sucres de betterave ne pourront être frappés de droits différents.

Art. 6.

L'Espagne, l'Italie et la Suède seront dispensées des engagements faisant l'objet des articles 1, 2 et 3, aussi longtemps qu'elles n'exporteront pas de sucre.

Ces Etats s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de la convention, dans le délaic d'une année — ou plus tôt si faire se peut — à partir du moment où la Commission permanente aura constaté que la condition indiquée ci-dessus a cessé d'exister.

Art. 7.

Le Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission permanente, chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente convention.

Cette Commission sera composée de délégués des divers Etats contractants et il lui sera adjoint un Bureau permanent. La Commission choisit son président; elle siégera à Bruxelles et se réunira sur la convocation du président.

Les délégués auront pour mission :

a) de constater si, dans les Etats contractants, il n'est accordé aucune prime directe ou indirecte à la production ou à l'exsportation des sucres;

b) de constater si les Etats visés à l'article 6 continuent à se conformer à la condition spéciale prévue audit article ;

c) de constater l'existence des primes dans les Etats non-signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application de l'article 4;

d) d'émettre un avis sur les questions litigieuses;

e) d'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente convention.

Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les États contractants, mais également dans les autres États.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement belge, qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un délégué ou par un délégué et des délégué-adjoints.

L'Autriche et la Hongrie seront considérées séparément comme Parties contractantes.

La première réunion de la Commission aura lieu à Bruxelles, à la diligence du Gouvernement belge, trois mois au moins avant la mise en vigueur de la présent convention.

La Commission n'aura qu'une mission de constatation et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement belge, lequel le communiquera aux Etats intéressés et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une conférence qui arrêtera les risolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Toutefois les constatations et évaluations visées aux litteras *b* et *c* auront un caractère exécutoire pour les Etats contractants; elles seront arrêtées par un vote de majorité, chaque Etats contractant disposant d'une voix, et elles sortiront leurs effets au plus tard à l'expiration du délai de deux mois.

Au cas où l'un des Etats contractants croirait devoir faire appel d'une décision de la Commission, il devra, dans la huitaine de la notification qui lui sera faite de ladite décision, provoquer une nouvelle délibération de la Commission; celle-ci se réunira d'urgence et statuera définitivement dans le délai d'un mois à dater de l'appel. Le nouvelle décision sera exécutoire, au plus tard, dans les deux mois de sa date. — La même procédure sera suivie en ce qui concerne l'instruction des demandes d'admission prévue au littéra *e*.

Les frais résultant de l'organisation ed du fontionnement du Bureau permanent et de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs - seront supportés par tous les Etats contractants et répartis entre eux d'après un mode à régler par la Commission.

Art. 8.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, pour elles et pour leurs colonies ou possensions, exception faite des colonies autonomes de la Grande-Bretagne et des Indes orientales britanniques, à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit le territoire d'un Etat contractant ne jouissent des avantages de la convention sur le marché destinataire. La Commission permanente fera à cet égard les propositions nécessaires.

Art. 9.

Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande et après avis conforme de la Commission permanente.

La demande sera adressée par la voi diplomatique au Gouvernement belge, qui se chargera, le cas échéant, de notifier l'adhésion à tous les autres Gouvernements. L'adhésion emportera, de plein droit, accession à toute les charges et admisssion à tous les avantages stipulés par la présente convention, et elle produira ses effets à partir du 1er septembre qui suivra l'envoi de la notification faite par le Gouvernement belge aux autres Etats contractants.

Art. 10

La présente convention sera mise à exécution a partir du 1er septembre 1903.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à partir de cette date, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié au Gouvernement belge, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur pendant une année et, ainsi de suite, d'année en année.

Dans le cas où l'un des Etats contractans dénoncerait la convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'a son égard; les autres Etats conserveraient, jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer également à partir du 1er septembre de l'année suivante.

Si l'un de ces derniers Etats entendait user de cette faculté, le Gouvernement belge provoquerait la réunion à Bruxelles, dans les trois mois, d'une conférence qui aviserait aux mesures à prendre.

Art. 11.

Les dispositions de la présente convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes. Sont exceptées toutefois les colonies et possessions britanniques et néerlandaises, sauf en ce qui concerne les dispositions faisant l'objet des articles 5 et 8.

La situation des colonies et possessions britanniques et néerlandaises est, pour le surplus, déterminée par les déclarations insérées au protocole de clôture.

Art. 12.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'ac-

complissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des Etats contractants.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des affaire étrangères, les 1er février 1903, ou plus tôt si faire se peut.

Il est entendu que la présente convention ne deviendra obligatoire de plein droit que si elle est ratifiée au moins par ceux des Etats contractants qui ne sont pas visés par la disposition exceptionnelle de l'article 6. Dans le cas où un ou plusieurs desdits Etats n'auraient pas déposé leurs ratifications dans le délai prévu, le Gouvernement belge provoquera immédiatement une décision des autres Etats signataires quant à la mise en vigueur, entre eux seulement, de la présente convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le cinq mars dixneuf cent deux.

Pour l'Allemagne:
Graf von Wallwitz
von Koerner
Kühn

Pour l'Autriche-Hongrie:
Comte de Khevenhüller

Pour l'Autriche:
Jorkasch-Koch

Pour la Hongrie:
Toepke Alfréd

Pour la Belgique:
C.te de Smet de Naeyer
Capelle
Kebers
D. de Smet.
Beauduin

Pour l'Espagne:
W. R. de Villa Urrutia

Pour la France:
A. Gérard
Bousquet
A. Delatour
Courtin

Pour la Grande-Bretagne:
Constantine Phipps
H. W. Primrose
H. G. Bergne
Arthur A. Pearson
E. C. Ozanne

Pour l'Italie:
R. Cantagalli
Emilio Maraini

Pour les Pays-Bas:
R. de Pestel
J. D'Aulnis de Bourouill
G. Eschauzier
A. Van Rossum

Pour la Suède:
C.te Wragel
C. Tranchell.

Protocole de clôture

Au moment de proceder à la signature de la convention relative au régime des sucres, conclue, à la date de ce jour, entre les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suède, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

A l'article 3.

Considérant que le but de la surtaxe est de proteger efficacement le marché intérieur des pays producteurs, les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de proposer un relèvement de la surtaxe dans le cas où des quantités considérables de sucres originaires d'un Etat contractant pénétreraient chez elles; ce relèvement ne frapperait que les sucres originaires de cet Etat.

La proposition devra être adressée à la Commission permanente, laquelle statuera à bref délai, par un vote de majorité, sur le bien fondé de la mesure proposée, sur la durée de son application et sur le taux du relèvement; celui-ci ne dépassera pas un franc par 100 kilogrammes.

L'adhésion de la Commission ne pourra être donnée que dans le cas où l'envahissement du marché considéré serait la conséquence d'une réelle infériorité économique et non le résultat d'une élévation factice des prix provoquée par une entente entre producteurs.

A l'article 11.

A. — 1° Le Gouvernement de la Grande-Bretagne déclare qu'aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée au sucres des colonies de la Couronne pendant la durée de la convention.

2° Il déclare aussi, par mesure exceptionnelle et tout en réservant, en principe, son entière liberté d'action en ce qui concerne les relations fiscales entre le Royaume-Uni et ses colonies et possessions, que, pendant la durée de la convention, aucune préférance ne sera accordée dans le Royaume-Uni aux sucres coloniaux vis-à-vis des sucres originaires des Etats contractants.

3° Il déclare enfin que la convention sera soumise par ses soins aux colonies autonomes et aux Indes orientales pour qu'elles aient la faculté d'y donner leur adhésion.

Il est entendu que le Gonvernement de Sa Majesté Britannique a la faculté d'adhérer à la convention au nom des colonies de la Couronne.

B. — Le Gouvernement des Pays-Bas déclare que, pendant la durée de la convention, aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies néerlandaises et que ces sucres ne seront pas admis dans les Pays-Bas à un tarif moindre que celui appliqué aux sucres originaires des Etats contractants.

Le présent protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette convention et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole.

Fait à Bruxelles, le cinq mars dix-neuf cent deux.

Pour l'Allemagne:
Graf von Wallwitz
von Koerner
Kühn

Pour l'Autriche-Hongrie:
Comte de Khevenhüller

Pour l'Autriche:
Jorkasch-Koch

Pour la France:
A. Gérard
Bousquet
A. Delatour
Courtin

Pour la Grande-Bretagne:
Constantine Phipps
H. W. Primrose
H. G. Bergne
Arthur A. Pearson
E. C. Ozanne

Pour la Hongrie:
Toepke Alfréd

Pour la Belgique:
Cte de Smet de Naeyer
Capelle
Kebers
D. de Smet
Beauduin

Pour l'Espagne:
W. R. de Villa Urrutia

Pour l'Italie:
R. Cantagalli
Emilio Maraini

Pour les Pays-Bas:
R. de Pestel
J. D'Aunil de Bourouill
G. Eschauzier
A. Van Russum

Pour la Suède:
Cte Wrangel
C. Tranchell

Il Numero 51 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto il Messaggio in data del giorno 17 febbraio 1903 col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati, notificò essere vacante il Collegio elettorale di Casale Monferrato;

Veduto l'articolo 80 del testo unico de'la legge elettorale politica; approvata con R. decreto 28 marzo 1895, n. 83;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Collegio elettorale di Casale Monferrato è convocato pel giorno 15 marzo 1903 affinchè proceda alla elezione del proprio Deputato.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 22 successivo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 febbraio 1903.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli:* COCCO-ORTU.

Relazione *di S. E. il Ministro dell' Interno a* **S. M. il Re,** *in udienza del 25 gennaio 1903, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Santo Stefano al Mare (Porto Maurizio).*

SIRE!

Le elezioni parziali seguite nel luglio scorso a Santo Stefano al Mare furono per gravi irregolarità annullate dal Consiglio comunale con decisione confermata in grado di appello dalla Giunta provinciale amministrativa.

Le elezioni conseguentemente indette per il 16 novembre arrisero all'opposizione che crebbe a dieci consiglieri contro cinque del partito dell'amministrazione.

Riuscite infruttuose due successive adunanze del Consiglio rinnovato, il Prefetto ordinò una convocazione d'ufficio la quale ebbe luogo il 16 dicembre con la presenza del sottoprefetto, ma neppure questo valse a ristabilire quel Municipio in condizioni normali, dopo una serie di vivaci incidenti, il presidente appartenente al partito dell'antica maggioranza inopinatamente sciolse la seduta senza che si fosse potuta prendere deliberazione alcuna. Nel frattempo era avvenuto il passaggio di tre consiglieri della nuova maggioranza nel campo avversario e in quella stessa seduta gli altri sette consiglieri rimasti nell'aula, non ostante gli avvertimenti del sottoprefetto, procedettero alla nomina del Sindaco e della Giunta, ma convinti essi stessi della niuna validità del loro operato, non trasmisero nè al prefetto nè al sottoprefetto i relativi verbali.

Allo stato delle cose coi mezzi ordinari è impossibile giungere ad una soluzione, e la grande maggioranza della popolazione stanca delle lotte continue ed infeconde, invoca lo scioglimento del Consiglio comunale.

Ho pertanto l'onore di sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto che vi provvede.

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno;

Visti gli articoli 295 e 296 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 4 maggio 1898, n. 164;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Santo Stefano al Mare, in provincia di Porto Maurizio, è sciolto.

Art. 2.

Il signor dott. Giuseppe Mainetto è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 25 gennaio 1903.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il Ministro dell' Interno a* **S. M. il Re,** *in udienza del 5 febbraio 1903, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di San Nazzaro Calvi (Benevento).*

SIRE!

Numerosi reclami contro l'Amministrazione comunale di San Nazzaro e Calvi resero necessaria un'inchiesta la quale accertò gravi abusi e irregolarità.

L'Ufficio d'esattoria e tesoreria che secondo i patti contrattuali dovrebbe stare nel centro del Comune, si trova invece a San Giorgio la Montagna in casa del cauzionante dell'esattore, che è gestore di fatto, mentre il titolare e il collettore non sono che prestanomi.

Il maneggio del danaro comunale giova al cauzionante stesso anche perchè i naturali si forniscono da lui per non subire soprusi e spesso gl'impiegati hanno dovuto ricevere in pagamento dei generi invece di danaro.

Per l'inosservanza del contratto in ordine alla sede dell'ufficio stesso per riscuotere mandati di poche lire i percipienti debbono percorrere parecchi chilometri di strada. Il sindaco, che è obbligato verso il gestore dell'esattoria per debito d'imposte e di somministrazioni di generi non esce dalla sua colpevole tolleranza del che potrebbe essere chiamato a rispondere personalmente. La verifica eseguita accertò una deficenza di cassa. Si constatò altresì che furono riscosse le tasse di famiglia e sul bestiame prima che i rispettivi ruoli fossero stati resi esecutivi.

In ogni modo il gestore dell'esattoria dev'essere sottoposto alla giurisdizione amministrativa, senza pregiudizio delle pene comminate a chi s'ingerisce indebitamente in pubbliche funzioni.

Il segretario comunale ebbe a dichiarare di non aver mai tenuti i registri dei diritti di segreteria e di stato civile, perchè dei primi nulla si era mai riscosso, e gli altri erano stati ceduti al vice segretario, che ciò nonostante egli e il vice segretario usavano versare le lire venti stanziate nella parte attiva del bilancio sebbene a tanto non giungessero le riscossioni. A tale apparente generosità si contrappone la facilità con la quale il segretario accetta doni, quando non li pretende per l'adempimento del suo ufficio; egli riceve il *forfait* per le spese d'ufficio ma, a sua volta, non ha pagato la fornitura delle stampe, sicchè il Comune ha dovuto corrispondere per lui anche le spese di giustizia senza averne il rimborso.

L'archivio si trova in completo disordine, i registri delle deliberazioni con abrasioni, cancellature ed aggiunte mancano spesso della firma del consigliere anziano, il che accredita l'accusa di alcuni consiglieri che quei verbali siano stati redatti d'accordo fra Sindaco e segretario.

Ad opera del Sindaco è stata trascurata la percezione dei canoni demaniali e sono stati concessi arbitrari condoni e riduzioni con un danno per il Comune di parecchie migliaia di lire.

Il Sindaco ha pure sospesa l'esazione del prezzo di concessione delle aree nel Cimitero, essendo egli stesso fra i debitori, il ruolo messo in riscossione ascende a L. 420 ma si fecero concessioni gratuite per oltre L. 490.

Gravissimi sono gli abusi riscontrati nella gestione del dazio: soppressione di bollettari mancanza di autenticità in quelli esibiti al Commissario inquerente, pagamento eseguiti senza quietanza, ingerenza del Sindaco e del Segretario nella riscossione e via dicendo.

Il medico condotto per la generalità degli abitanti con lo stipendio annuo di L 1800 non solo, non risiede nel Comune, ma pretende da tutti indistintamente il pagamento anticipato delle visite

Non lievi irregolarità avvengono nella distribuzione dei medicinali ai poveri nella quale un consigliere risulta indirettamente interessato.

Il Regolamento di polizia mortuaria con grave pericolo per la salute pubblica non è affatto osservato.

Molte scorrettezze furono commesse dal sindaco che fra l'altro non si è peritato di servirsi della quietanza di favore rilasciata dall'inserviente municipale che nulla ha ricevuto, nè di percepire 100 lire dalla cassa comunale mediante un biglietto al gestore dell'esattoria. A ciò si aggiunge l'inveterato sistema di eccedere e d'invertire i fondi stanziati in bilancio, di erogare spese irregolari e fittizie. Il Consiglio quasi tutto composto di elementi devoti al sindaco è impotente ad apportare il benchè minimo riparo ad una così grave situazione e recentemente lo stesso sindaco ha tentato di provocare disordini nel Comune, onde non posso esitare a sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto che con lo scioglimento di quella rappresentanza municipale intende ad accertare le responsabilità civili e penali e a ricondurre quel municipio nell'orbita della legge.

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno;

Visti gli articoli 295 e 296 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 4 maggio 1898, n. 164;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di San Nazzaro e Calvi, in provincia di Benevento, è sciolto.

Art. 2.

Il signor Vettori Pietro è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, a' termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 5 febbraio 1903.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il Ministro dell' Interno a* **S. M. il Re,** *in udienza dell'8 febbraio 1903, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Afragola (Napoli).*

SIRE!

Persistenti reclami e denuncie giunsero nel decorso anno sia alla Prefettura di Napoli che alla Reale Commissione inquirente contro l'Amministrazione comunale di Afragola, tanto che la Commissione stessa credette di ordinare su quella civica azienda una rigorosa inchiesta.

I risultati di questa ampiamente esposti in una documentata relazione fecero palesi numerose gravissime irregolarità e responsabilità.

Gli uomini preposti all'Amministrazione comunale di Afragola dal 1889, ad oggi sono stati sempre gli stessi, nonostante che tre inchieste avessero messo in evidenza la loro cattiva gestione che, riducendo il Comune in tristissime condizioni finanziarie rese più volte indispensabile lo scioglimento del Consiglio.

La Commissione d'inchiesta ha raccolto gravi indizi sulla costante compartecipazione degli amministratori nei più importanti servizi ed appalti comunali.

Risulta che l'esattoria e tesoreria durante il quinquennio 1893-1897, furono effettivamente tenute dal Sindaco d'allora a mezzo del nipote e del fratello come pure che un assessore durante gli anni 1895-98, successivamente Sindaco fino al 1900 insieme al fratello consigliere, fece parte di tre ditte che eseguirono le più importanti opere pubbliche per le quali oltre il fondo di cassa di L. 172[m, lasciato da precedenti Amministrazioni, fu creato un debito di più di L. 300[m, e ciò senza notare che negli appalti di dette opere non furono mai osservate le forme volute dalla legge.

Anche un attuale assessore supplente è fortemente indiziato di aver cointeressenza in lavori, eseguiti senza preventivi, senza deliberazioni, senza appalti, sui quali poi ha l'incarico di esercitare sorveglianza per conto dell'Amministrazione.

Per ingenti somme sono stati concessi indennizzi non dovuti, a parenti di amministratori, a carico dei quali sta pure l'accusa di abusiva appropriazione di acqua del Serino mediante prese senza contatore. L'attuale amministrazione che deve la sua origine ad un Corpo elettorale costituito da liste compilate dalla Commissione comunale a base di documenti impugnati di falso, con reati ai quali concorsero, oltre gli interessati, notai, testimoni amministratori e impiegati del Comune, appena insediata ha licenziato un gran numero di salariati, nominando al loro posto i suoi elettori fedeli. e non si è peritata di commettere altri favoritismi e abusi d'autorità di ogni genere. Il bilancio ritrae quasi tutte le sue risorse dal dazio consumo, mentre la sovrimposta non eccede il limite legale e le tasse comunali propriamente dette pressochè non esistono. E ciò a prescindere dai gravissimi abusi e irregolarità che si sono sempre commessi nella gestione daziaria, la quale oltre ad essere stata per tutte le amministrazioni una illecita e potente arma etettorale, le ha costantemente trascinato in lunghe e complicate vertenze, ogni volta risolute con sensibilissimi danni della finanza comunale.

Risulta infatti che nella gestione del 1896-900 erano interessati due consiglieri comunali cauzionanti dell'appaltatore, al quale, sotto forma di transazione, fu concesso sul canone un abbuono annuo di lire 7500 in base a documenti falsi. Della cosa è ora investita l'Autorità giudiziaria, mentre l'appaltatore è stato dichiarato decaduto, lasciando un debito che supera le 100 mila lire, garantito da una ipoteca su fondi del valore di lire 40 mila, per il cui esproprio pende giudizio che gli attuali amministratori cercano con tutti i mezzi di mandar per le lunghe a fine di allontanare il tempo in cui dovranno, per la loro inazione e trascuratezza, esser chiamati responsabili dell'ingente debito dell'appaltatore. Per la decadenza di questo la gestione daziaria fu tenuta in economia alla fine del quinquennio 1896-900, e per rimunerare gli elettori nel dicembre 1900 fu favorita dagli amministratori una grande fraudolenta introduzione di generi con esenzione dal dazio in danno del nuovo appaltatore, che appena in funzione ha chiamato in giudizio il Comune, contro il quale il magistrato in 1° e 2° grado ha riconosciuto promuovibile un'azione per danni,

Il personale di segreteria, pel quale si spendono lire 15800, è superiore ai bisogni, e parecchi impiegati sono parenti degli amministratori e si valgono dell'appoggio di questi per trascurare le loro mansioni.

Anche la spesa per le guardie municipali è eccessiva, tanto più che alcune di esse sono esclusivamente addette alle persone del Sindaco e degli assessori.

Tutti i servizi pubblici procedono nel modo più riprovevole ed in specie quello della beneficenza nella quale si spendono annualmente lire 26977 (la decima parte cioè del bilancio) senza ridondare a sollievo dei poveri, servendo invece a commettere innumerevoli frodi e favoritismi in favore di persone ingiustamente protette e che non si trovano in condizioni di attingere alla pubblica carità.

Il bilancio 1902 si presenta col forte disavanzo di lire 47,283,89, in esso abbondano le spese inutili e le facoltative. È necessario che il bilancio venga completamente riformato il che non può assolutamente attendersi dall'attuale amministrazione preoccupata solo di mantenersi una maggioranza a base di favoritismi procurandosene indebitamente i mezzi dalla finanza comunale.

Per riparare agli abusi commessi in quell'azienda comunale stabilire a carico degli amministratori le responsabilità civili e penali e promuovere le conseguenti denuncie all'autorità giudiziaria si rende indispensabile un provvedimento eccezionale.

Mi onoro pertanto di sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto che scioglie il Consiglio comunale di Afragola.

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno;

Visti gli articoli 295 e 296 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 4 maggio 1898, n. 164;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Afragola, in provincia di Napoli, è sciolto.

Art. 2.

Il signor cav. uff. Buffoni Antonio è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 8 febbraio 1903.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

IL MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
PER GLI AFFARI DELL'INTERNO

Veduta la legge 22 dicembre 1888, n. 5849 (serie 3ª), per la tutela dell'igiene e della sanità pubblica;

Visto il decreto Ministeriale 31 marzo 1898, che regola la importazione nel Regno di animali, avanzi e prodotti di animali;

Attesochè da informazioni ufficiali risulta il buono stato sanitario dei suini nella Rumania;

Decreta:

Art. 1.

A parziale modificazione dell'articolo 3 del decreto Ministeriale 31 marzo 1898, è permessa l'importazione, nel Regno, delle carni suine salate, affumicate od in altro modo preparate per la conservazione, provenienti dalla Rumania, purchè siano accompagnate da certificati sanitari rilasciati dalle Autorità dei luoghi d'origine.

Art. 2.

I signori Prefetti delle provincie di confine, le Capitanerie e gli Uffici di porto, nonchè gli Uffici doganali, sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto, che entra in vigore da oggi.

Roma, addì 25 febbraio 1903.

Il Ministro
GIOLITTI.

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Disposizioni *fatte nel personale dipendente:*

Cancellerie e Segreterie.

Con RR. decreti del 27 novembre 1902:

De Rubeis Francesco, cancelliere della pretura di Montesano sulla Marcellana, è tramutato alla pretura di Capriati al Volturno, a sua domanda.

Cavalletti Alfredo, cancelliere della pretura di Capriati al Volturno, temporaneamente applicato alla cancelleria del tribunale civile e penale di Roma, è tramutato alla pretura di Montesano sulla Marcellana, continuando nella detta applicazione.

Cenedese Giovanni, cancelliere della pretura di Occhiobello, è tramutato alla pretura di San Donà di Piave, a sua domanda.

Maiocchi Gaetano, vice cancelliere della pretura di Adria, è nominato cancelliere della pretura di Occhiobello, con l'annuo stipendio di lire 1600.

Puglisi Vincenzo, sostituto segretario della R. procura presso il tribunale civile e penale di Messina, è nominato vice cancelliere della pretura di Francavilla di Sicilia, con l'attuale stipendio di lire 1430 ed è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Chiaramonte Gulfi, con l'annua indennità di lire 150 a carico del capitolo 6° del bilancio.

Gilardino Giovanni, vice cancelliere della 3ª pretura di Torino, è tramutato alla pretura di Popoli ed è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Carignano, con l'annua indennità di lire 150, a carico del capitolo 6° del bilancio.

Curti Bartolomeo, vice cancelliere della pretura urbana di Torino, è tramutato alla pretura di Cingoli ed è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Benevaggienna, coll'annua indennità di lire 150, a carico del capitolo 6° del bilancio.

Cecchini Arturo, vice cancelliere del tribunale civile e penale di Massa, temporaneamente applicato alla cancelleria della Corte d'appello di Milano, è nominato cancelliere della pretura di Orta Novarese, con l'annuo stipendio di lire 1600, continuando nella stessa applicazione.

Lamberti Luigi, cancelliere della pretura di Orta Novarese, è tramutato alla pretura di Rivoli, a sua domanda.

Iublin Evasio, cancelliere della pretura di Masserano, applicato temporaneamente alla segreteria della procura generale presso la Corte d'appello di Casale, è nominato segretario della Regia procura presso il tribunale civile e penale di Varallo, con l'attuale stipendio di lire 1800, continuando nella detta applicazione.

Cariatore Guidobaldo, vice cancelliere della pretura di Scigliano, incaricato di reggere il posto di cancelliere della pretura di Masserano, con l'annua indennità di lire 150, è invece incaricato di reggere il posto di segretario della R. procura presso il tribunale civile e penale di Varallo, continuando a percepire la detta indennità.

Lanza Defendente, vice cancelliere della pretura di La Morra, incaricato di reggere il posto di cancelliere della pretura di Graglia, con l'annua indennità di lire 150, è nominato cancelliere dalla stessa pretura di Graglia, con l'annuo stipendio di lire 1600, cessando dal percepire la detta indennità.

Stagnitti Gaetano, cancelliere della pretura di Paternò, in servizio da oltre dieci anni, è, a sua domanda, collocato in aspettativa per infermità per tre mesi, a decorrere dal 1° dicembre 1902, con l'assegno corrispondente alla metà del suo stipendio.

Pelissero Pietro, cancelliere della pretura di Ormea, in servizio da oltre dieci anni, è, d'ufficio, collocato in aspettativa per due mesi per infermità, a decorrere dal 1° dicembre 1902, con l'assegno corrispondente alla metà del suo stipendio.

Pacetti Adolfo, vice cancelliere della pretura di Fano, incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Amandola, con l'annua indennità di lire 150, è tramutato alla pretura di Orsara di Puglia, continuando nell'attuale incarico ed a percepire la detta indennità.

Saija Francesco, cancelliere della pretura di Tortorici, in servizio da oltre dieci anni, è, a sua domanda, collocato in aspettativa per infermità per tre mesi, a decorrere dal 1° dicembre 1902, coll'assegno pari alla metà dell'attuale suo stipendio.

Montobbio Michele, già cancelliere della pretura di Recco, in aspettativa per infermità sino al 15 novembre 1902 e pel quale fu lasciato vacante il posto nella pretura di Andora, è, a sua domanda, richiamato in servizio a decorrere dal 16 novembre 1902, ed è tramutato alla pretura di Andora.

Sala Francesco, vicecancelliere della pretura di Voghera, è nominato cancelliere della pretura di Masserano, con l'annuo stipendio di lire 1600.

Pieri Lorenzo Eugenio, sostituto segretario della R. procura presso il tribunale civile e penale di Genova, è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Savignone, coll'annua indennità di lire 150 a carico del capitolo 6° del bilancio.

Dominici Luigi, cancelliere della pretura di Rocca San Casciano, è tramutato alla pretura di Manciano.

Cesarini Giovanni Battista, cancelliere della pretura di Manciano, applicato alla direzione generale della statistica, è tramutato alla pretura di Rocca San Casciano, continuando nell'attuale applicazione.

Gasperi Alfredo, vicecancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Firenze, è nominato vicecancelliere della pretura di San Sepolcro, coll'attuale stipendio di lire 1430, ed è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Rocca San Casciano, coll'annua indennità di lire 150 a carico del capitolo 6° del bilancio.

Scotti Enrico, cancelliere della pretura di Borgotaro, è tramutato alla pretura di Pallanza.

Bianchetti Giovanni Battista, cancelliere della pretura di Pallanza, è tramutato alla pretura di Crescentino.

Calienno Pasquale, vicecancelliere della pretura di Ventotene, applicato alla Corte d'appello di Napoli, è nominato cancelliere della pretura di Montefalcone nel Sannio, con l'annuo stipendio di lire 1600, continuando nella stessa applicazione.

Soardi Francesco, vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Brescia, è nominato vicecancelliere della pretura di Ventotene, con l'attuale stipendio di lire 1430, ed è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Borgotaro, con l'annua indennità di lire 150, a carico del capitolo 6° del bilancio.

Benedetti Muzio, sostituto segretario aggiunto alla procura generale presso la sezione di Corte d'appello di Macerata, è nominato vice cancelliere della pretura di Villanova Monteleone, con l'attuale stipendio di lire 1430, ed è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Santa Vittoria in Matenano, con l'annua indennità di lire 150, a carico del capitolo 6° del bilancio.

A Trifirò Bonaffini Francesco, già vicecancelliere della 3ª pretura di Messina, collocato a riposo, è conferito il titolo ed il grado onorifico di cancelliere di pretura.

Con decreti Ministeriali del 27 novembre 1902:

Sinopoli Francesco, vice cancelliere della pretura di Francavilla di Sicilia, è nominato sostituto segretario della R. procura presso il tribunale civile e penale di Messina, con l'attuale stipendio di lire 1300.

Vada Eugenio, vice cancelliere della 1ª pretura di Spezia, è tramutato alla 3ª pretura di Torino.

Occelli Giuseppe, sostituto segretario della R. procura presso il tribunale civile e penale di Savona, è nominato vice cancelliere della pretura urbana di Torino, con l'attuale stipendio di lire 1300.

Frosini Giovanni, vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Massa, incaricato di reggere il posto di vice cancelliere dello stesso tribunale, con l'annua indennità di lire 150, è nominato vice cancelliere del tribunale civile e penale di Massa, con l'annuo stipendio di lire 1600. cessando dal percepire la detta indennità.

Corsetti Nazzareno, vice cancelliere della pretura di Poggio Mirteto, è tramutato alla pretura di Fano.

Marzuppini Nicola, vice cancelliere della pretura di San Sepolcro, è tramutato alla 2ª pretura di Firenze.

Paris Lorenzo, cancelliere della pretura di Crescentino, è nominato vice cancelliere del tribunale civile e penale di Brescia, con l'attuale stipendio di lire 2000.

Con decreto ministeriale del 29 novembre 1902:

Di Gilio Raffaele, vice cancelliere della pretura di Baronissi, è tramutato alla pretura di Castellammare di Stabia.

Con RR. decreti del 30 novembre 1902:

Stivoli Giuseppe, cancelliere della pretura di Sinalunga, è, a sua domanda, collocato a riposo ai termini dell'articolo 1, lettera *a*, del testo unico delle leggi sulle pensioni civili e militari, con decorrenza dal 1° dicembre 1902, e gli è conferito il titolo ed il grado onorifico di cancelliere di tribunale.

Pinna Lorenzo, cancelliere della pretura di Castiglione d'Intelvi, è, a sua domanda, nominato segretario della R. procura presso il tribunale civile e penale di Lecco, con l'attuale stipendio di lire 1600.

Gallina Maurilio, vice cancelliere della pretura di Vimercate, è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Castiglione d'Intelvi, con l'annua indennità di lire 150, a carico del capitolo 6° del bilancio.

Pirro Pietro, sostituto segretario aggiunto alla procura generale presso la Corte d'appello di Trani, è nominato vice cancelliere della pretura di Rotondella, con l'attuale stipendio di lire 1430, ed è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Ruffano, con l'annua indennità di lire 150 a carico del capitolo 6 del bilancio.

Lamparelli Michele, sostituto segretario della R. procura presso il tribunale civile e penale di Bari, è nominato vice cancelliere della pretura di Forlì del Sannio, coll'attuale stipendio di lire 1430, ed è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Celenza Valfortore, coll'annua indennità di lire 150 a carico del capitolo 6 del bilancio.

Visoni Celestino, segretario della R. procura presso il tribunale civile e penale di Lecco, è nominato cancelliere della pretura di Castiglione d'Intelvi, coll'attuale stipendio di lire 1600 ed è applicato alla cancelleria della Corte d'appello di Milano.

Con decreti Ministeriali del 30 novembre 1902:

Benini Giuseppe, vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Bari, è, a sua domanda, nominato sostituto segretario alla R. procura presso lo stesso tribunale civile e penale di Bari, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Micarelli Donato, vice cancelliere della pretura di Carinola, è tramutato alla pretura di Gioia dei Marsi.

Manzoni Achille, vice cancelliere della 4ª pretura di Roma, è nominato vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Brescia, con l'attuale stipendio di lire 1300.

Mennini Camillo, sostituto segretario della R. procura presso il tribunale civile e penale di Macerata, è nominato sostituto segretario aggiunto alla procura generale presso la sezione di Corte d'appello in Macerata, con l'attuale stipendio di lire 1,300.

Sinatra Carlo, vice cancelliere della pretura di Chiaromonte, è tramutato alla pretura di Petralia Soprana.

Bonanno Alfio, alunno di 3ª classe al tribunale civile e penale di Siracusa, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, è nominato vic cancelliere della pretura di Chiaromonte, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Coralli Ettore, alunno di 2ª classe nella pretura urbana di Milano, id. id., è nominato vice cancelliere della pretura di San Giorgio La Molara, coll'annuo stipendio in lire 1300, ed è applicato alla cancelleria del tribunale civile e penale di Milano.

Chalp Luigi, alunno di 1ª classe del tribunale civile e penale di Pinerolo, id. id., è nominato vice cancelliere della pretura di Savona, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Petrilli Ulrico, alunno di 2ª classe al tribunale civile e penale di Napoli, id. id., è nominato vice cancelliere della pretura di Vallo della Lucania, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Palazzi Ernesto, alunno di 2ª classe alla 3ª pretura di Napoli, id. id., è nominato vice cancelliere della pretura dei Gioi Cilento, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Roatta Emanuele, alunno di 1ª classe alla 5ª pretura di Torino, id. id., è nominato vice cancelliere della 1ª pretura di Spezia, coll'annuo stipendio di lire 1300.

De Carlo Alfonso, alunno di 1ª classe al tribunale civile e penale di Lecce, id. id., è nominato vice-cancelliere della pretura di Sinopoli, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Coppola Luigi, alunno di 1ª classe nella pretura di Scilla id. id., è nominato vice-cancelliere della pretura di Radicena, coll'annuo stipendio di lire 1300.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 1,051,668 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per L. 65, al nome di Bernardi *Giuseppe* e Vittorio fu Giovanni, minori, sotto la tutela dello zio Simone Busso, ecc., e N. 1,024,037, di L. 15, intestata come sopra, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Bernardi *Giovanni Giuseppe* e Vittorio fu Giovanni, minori, ecc. (come sopra), veri proprietari della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 5 febbraio 1903.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 1,141,206 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per L. 100, al nome di *Mannelli* Ernesta fu Giuseppe, nubile, domiciliata a Bardassano (Torino), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a *Manuelli* Ernesta fu Giuseppe, nubile, ecc. (come sopra), vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 5 febbraio 1903.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0 cioè: N. 211,578 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, (corrispondente al N. 28,638 della soppressa Direzione di Napoli) per L. 40 al nome di *Laurillo* Angela Rosa fu Vincenzo domiciliata in Napoli fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a *Lanzillo* Angela Rosa fu Vincenzo domiciliata in Napoli. vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 5 febbraio 1903.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 1222337 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per L. 750, al nome di Birocchi Eusebio, Giulio, Maria, *Serafina* e Veronica fu Filippo, minori, sotto la patria potestà della madre Pirazzi-Maffiola Eugenia di Ferdinando, domiciliati in Cagliari, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Birocchi Eusebio, Giulio, Maria, *Serafino* e Veronica fu Filippo, minori, ecc. (come sopra), veri proprietari della rendita stessa.

A'termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 5 febbraio 1903.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

Direzione Generale del Tesoro (*Portafoglio*)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 26 febbraio, in lire 100,04.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Divisione Industria e Commercio

Media dei corsi dei Consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio e il Ministero del Tesoro *(Divisione Portafoglio)*

25 febbraio 1903.

		Con godimento in corso	Senza cedola
		Lire	Lire
Consolidati	5 % *lordo*	102.60 7/8	100.60 7/8
	4 1/2 % *netto*	107,07 1/2	105,95
	4 % *netto*	102,32 7/8	100.32 7/8
	3 1/2 % *netto*	99,15 3/4	97,40 3/4
	3 % *lordo*	72 26	71.06

CONCORSI

IL MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
PER GLI AFFARI DELL'INTERNO

Veduto l'articolo 2 del R. decreto 16 novembre 1902, n. 463, col quale è stato approvato il ruolo organico della Direzione Generale della sanità pubblica;

Decreta:

1.° È aperto un concorso per titoli ai seguenti posti presso la Direzione Generale della sanità pubblica nel Ministero dell'Interno:

Un posto di segretario-ingegnere presso la segreteria del Consiglio Superiore di Sanità con l'annuo stipendio di L. 5000.

Un posto di archivista-disegnatore presso la segreteria anzidetta con l'annuo stipendio di L. 4000.

2.° Al posto di segretario-ingegnere sono ammessi a concorrere tutti i funzionari di ruolo di qualunque categoria in attività di servizio appartenenti all'Amministrazione Centrale dell'Interno

che siano muniti della laurea di ingegnere conseguita in una delle Università o degli Istituti Superiori del Regno.

3.° Al posto di Archivista-disegnatore sono ammessi a concorrere tutti i funzionarii di ruolo di qualunque categoria in attività di servizio appartenenti all'Amministrazione Centrale dell'Interno, e che siano muniti di un titolo rilasciato da una delle RR. Accademie o Istituti di belle arti, o scuole di arte e disegno, o Istituti tecnici del Regno, dal quale risulti della loro idoneità ed abilità nel disegno.

4.° I titoli in base ai quali sarà giudicato il concorso sono di servizio e tecnici.

I titoli di servizio possono riferirsi alla carriera percorsa alla dipendenza del Ministero dell'Interno come pure a tutti gli altri servizi di indole tecnica ed amministrativa prestati in altri impieghi in precedenza coperti.

I titoli tecnici riguardano le pubblicazioni ed i lavori speciali compiuti sia durante il servizio governativo sia in antecedenza, o in altre occasioni e dai quali possa desumersi l'attitudine ad occupare il posto cui si concorre.

I titoli saranno giudicati con riferimento alle speciali esigenze di ciascuno dei posti stessi.

5.° Il termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso scadrà col 31 marzo 1903.

6.° Il concorso sarà, per entrambi i posti, giudicato da una Commissione composta di tre membri del Consiglio Superiore di Sanità, scelti dal Ministro dell'Interno, ed assistita da un funzionario del Ministero avente il grado di 1° segretario.

7.° Il giudizio sui concorrenti verrà dato separatamente per ciascun dei posti a cui ogni candidato concorra.

Ogni commissario dispone di dieci punti pel giudizio sul merito dei titoli di ciascun candidato e per ciascuno dei posti. Nel verbale dovrà risultare del voto di ciascun Commissario.

Terminata la votazione, la Commissione procederà a formulare le sue proposte motivate da presentare al Ministro per le nomine ai due posti.

8.° Il ministro, riconosciuta la regolarità del procedimento, decide le eventuali contestazioni e pubblica i nomi dei vincitori del concorso.

Tale pubblicazione non dà però diritto alla nomina immediata al posto, la quale verrà fatta a misura della disponibilità dei fondi in bilancio.

Roma, addì 24 febbraio 1903.

Il Ministro
GIOLITTI.

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Mercoledì 25 febbraio 1903

Presidenza del Presidente BIANCHERI.

La seduta comincia alle 14.10.

PODESTÀ segretario, legge il processo verbale della seduta di ieri.

BARZILAI, a proposito di alcune osservazioni fatte ieri sull'indugio posto dalla Giunta delle elezioni nel riferire intorno alle doppie elezioni, deve dichiarare, egli relatore, che la sua relazione è in corso di stampa.

PRESIDENTE conferma la dichiarazione dell'onorevole Barzilai.

(Il processo verbale è approvato).

PRESIDENTE. Hanno chiesto congedi gli onorevoli Grassi-Voces, Cantalamessa e Landucci.

(Sono conceduti).

Interrogazioni.

FULCI N., sottosegretario di Stato per l'agricoltura, industria e commercio, a proposito dell'interrogazione rivolta dagli onorevoli Lollini e Barilari al ministro di agricoltura, industria e commercio e al ministro dell'interno « sulle ragioni cui si debba la mancanza di qualsiasi vigilanza da parte dell'autorità politica per impedire i fatti di violenza selvaggia che funestarono nei dì passati la nobile città di Ancona, e quali provvedimenti intenda adottare per assicurare alla Cooperativa fra i facchini del porto il libero sviluppo della sua civile attività, diretta a sottrarre i lavoratori ad ogni forma di parassitismo e di sfruttamento » deve dichiarare che la Società dei facchini del porto di Ancona non è inscritta fra le Società cooperative. Quindi il Ministero di agricoltura, industria e commercio non poteva nè può intervenire.

RONCHETTI, sottosegretario di Stato per l'interno, risponde per quanto riguarda la responsabilità del suo Ministero. Espone i fatti, e specialmente si riferisce all'istituzione di una Corporazione di facchini, diretta da certi fratelli Mondaini, e composta di quaranta soci, che aveva assunto un atteggiamento così autoritario e di sfruttamento da intimorire gli altri facchini non iscritti alla Corporazione stessa.

Di qui l'istituzione di una cooperativa che entrò in concorrenza per determinati servizi; e di qui parecchi dissidî che l'Autorità di pubblica sicurezza riescì sempre a comporre.

Aggiunge che un recente provvedimento del Ministero della Marina concedeva direttamente alle cooperative lo scarico dei cartoni per le Regie navi; e perciò i dissidi si rinnovarono e si accentuarono, tanto che furono cagione dei tristi avvenimenti che che tutti conoscono e deplorano.

L'energico intervento dell'autorità di pubblica sicurezza che procedette all'arresto dei capi delle due parti contendenti, evitò ulteriori conflitti.

Ma si dice: l'autorità doveva prevenire. Ora l'oratore accenna a tutto ciò che dall'autorità stessa fu fatto appunto per evitare tristi lotte, nè poteva fare di più.

Il Governo vede con compiacenza i progressi delle cooperative, come la costituzione della cooperativa di Ancona; e lo stesso provvedimento del ministro della marina conferma questa simpatia, e perciò come non ha mancato al dovere suo di tutelare la sicurezza pubblica, non è venuto meno ai riguardi verso la cooperativa di Ancona.

LOLLINI è dolente che l'onorevole sottosegretario di Stato abbia voluto difendere il contegno dell'autorità politica di Ancona, mentre essa merita biasimo. Ed espone i precedenti del tristo fatto, precedenti che dovevano essere noti all'Autorità e che dovevano perciò renderla più oculata e vigilante.

Nota che vi furono dai quaranta ai cinquanta colpi di rivoltella, due morti e due feriti: ora un fatto così grave doveva avere preparativi che l'autorità di pubblica sicurezza doveva, se fosse stata vigilante, conoscere e sopprimere. Nè l'autorità doveva ignorare quel che lo stesso sottosegretario di Stato ha annunziato, cioè il carattere di sfruttamento e di estorsione della corporazione dei fratelli Mondaini, costituenti reato, che dovevano essere denunziati all'autorità giudiziaria.

Conchiude mandando un mesto saluto alle vittime della violenza ad augurando che i lavoratori sappiano organizzarsi in guisa da impedire delittuosi sfruttamenti.

DI BROGLIO, ministro del tesoro, risponde al deputato Merci che lo interroga « per conoscere quando egli intenda, secondo le dichiarazioni già fatte alla Camera, sistemare, nel ruolo definitivo degl'impiegati, gli straordinari delle delegazioni del tesoro, delle avvocature erariali e delle intendenze di finanza, i quali, da molti anni, attendono che sia provveduto secondo giustizia al miglioramento della loro misera ed incerta condizione ».

Assicura che, come ha provveduto agli straordinari del suo Ministero e della Corte dei conti, provvederà anche agli altri.

MERCI prende atto dell'assicurazione e ringrazia il ministro di essere intervenuto in persona a rispondere alla sua interrogazione, ricorda il servizio importante e delicato degli straordinari delle delegazioni del tesoro, delle avvocature erariali e delle intendenze di finanza e confida nella rinnovata promessa del ministro, al quale raccomanda la maggior sollecitudine nel provvedere a favore di una classe di funzionari tanto trascurata fin qui.

CORTESE, sottosegretario di Stato per l'istruzione pubblica, risponde al deputato Santini, che interroga « per conoscere il suo pensiero intorno alla ricostruzione del Campanile di San Marco in Venezia, specie nei riguardi del solenne, nobilissimo voto, testè emesso in proposito da quel patriottico Municipio ».

Il ministro ha già invitato il sindaco di Venezia a venire a Roma per concretare gli opportuni provvedimenti.

SANTINI è lieto della decisione del ministro che lo persuaderà che il prefetto di Venezia ostacolò l'azione dell'amministrazione di quella illustre città che è stata accusata perfino di ostilità alla Monarchia (Commenti).

Confida che l'onorevole Nasi impedirà che a Venezia trionfino, come a Roma, i distruttori del glorioso nostro patrimonio artistico (Bene!).

NICCOLINI, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, risponde all' interrogazione dell' onorevole Falcioni « sulle deplorevoli condizioni della strada nazionale del Sempione da Domodossola ad Iselle ».

Assicura l' interrogante che sono già state impartite all'ufficio del Genio civile di Novara le più energiche disposizioni e le più larghe facoltà. In presenza però delle tergiversazioni dell'impresa assuntrice che, per le solite illecite ingerenze (Commenti), ottenne l'appalto, sebbene fosse stata esclusa dagli appalti del Ministero, si dovette ordinare che i lavori fossero eseguiti d'ufficio (Bene!).

FALCIONI, dopo aver escluso assolutamente di avere alcuna relazione con quell'imprenditore o con altri, osserva che l'appalto fu fatto in condizioni assai diverse dalle presenti e raccomanda di affrettare le necessarie riparazioni e di impiegare un materiale corrispondente al bisogno.

NICCOLINI, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, esclude che l'interrogante abbia esercitato qualsiasi influenza a favore dell'appaltatore; ma non crede che sia necessario mutare il contratto perchè esso contempla anche le provviste straordinarie.

Presentazione di una relazione.

CIMORELLI presenta la relazione sulla domanda di autorizzazione a procedere contro l'onorevole Gesualdo Libertini per diffamazione e ingiurie a mezzo della stampa.

Seguito della discussione del disegno di legge concernente l'Agro romano.

BACCELLI GUIDO, ministro d'agricoltura, industria e commercio. (Segni d'attenzione). Si compiace dell'interessamento della Camera per un'opera che costituisce un debito d'onore della nazione verso la sua capitale, proclamato già da Vittorio Emanuele II e da Giuseppe Garibaldi.

Ringrazia il relatore d'avergli semplificato il compito col suo mirabile discorso e dimostrato che il fulcro del disegno di legge consiste nel congegno della espropriazione.

La bonifica agraria, ch'era stata contenuta nel 1878 ai dieci chilometri del miglio aureo, si estenderà con questa legge al bacino dell'Aniene.

Così si estenderà quella battaglia che si muove alla malaria, nella quale l' Italia può ben vantare il primato e larga messe di trionfi.

Questo fine però non deve sviarci dagli opportuni provvedimenti, chè il Lazio presentò in antico e presenterà sempre qualche accenno di minaccia, non alla vita, ma alla salute degli abitanti.

Ricorda come l'abbandono delle copiose condutture d'acqua abbia mutato in fonte di miasmi una fonte di salubrità; e come perciò sia obbligo dello Stato raccogliere e disciplinare le acque stesse in guisa che servano a rigenerare economicamente ed igienicamente le plaghe dell'Agro romano.

Anche quanto alle strade si può molto attingere all'antica esperienza; ed alla loro sistemazione bisogna provvedere efficacemente, adoperando, ove occorra, l'opera delle milizie, non solamente ricordando che le strade consolari furono costruite dai legionarii, ma anche tenendo conto dell'esempio recente che ci viene da altri paesi.

Espone il concetto fondamentale della legge di premio ai volenterosi e di pene ai riottosi. Non è sicuro che la Commissione abbia fatto bene sopprimendo la tassa speciale sui terreni incolti; (Commenti) e quanto all'espropriazione chiede che si disciplini per guisa che non abbia mai ad essere un premio, e possa compiersi rapidamente e pienamente (Bene!).

Parlando poi dei premî, insiste nell'idea di conferire premî speciali ai tenimenti modello che sono poi i campi sperimentali; convinto che gli sforzi dello Stato debbano mirare a correggere l'attuale condizione di cose che impone all'Italia di spendere all'estero 260 milioni ogni anno per mangiare del pane (Bene! — Commenti).

(L'onorevole ministro si riposa alcuni minuti).

Riprendendo a parlare osserva che non sempre si è avuto un concetto esatto di ciò che fu e di ciò che deve essere la plaga che circonda la capitale del Regno.

Il Lazio deve esser restituito all'antica floridezza ed esser degna corona a Roma italiana.

Ridonare al lavoro agricolo quest'augusta regione, sarà l'opera più alta e più degna, che possa esser compiuta dal Parlamento italiano (Vivissime approvazioni — Applausi — Molti deputati si congratulano con l'oratore).

CHIMIRRI, relatore, prega l'onorevole Lollini di non insistere nel suo ordine del giorno, che la Commissione non potrebbe accettare, perchè contrario ai concetti della legge.

All'onorevole Maury fa osservare che l'idea espressa nel suo ordine del giorno è buona, ma prematura. Lo prega quindi di non insistere: appunto per non pregiudicare la questione.

BACCELLI GUIDO, ministro d'agricoltura, industria e commercio, associandosi al relatore, e notando che, dopo questa legge, ulteriori proposte potranno essere portate innanzi al Parlamento, prega i proponenti di non insistere nei loro ordini del giorno, anche per non pregiudicare con un voto importanti questioni.

Quanto ai due ordini del giorno dell'onorevole Giacinto Frascara, per il primo nota che il Comune di Roma ha già ottenuto grandi agevolazioni dalla Società dell'Acqua Marcia per l'Agro romano; e per il secondo, col quale si vorrebbero estesi i provvedimenti proposti ad altre zone e, particolarmente alle Paludi Pontine, osserva che ciò esorbiterebbe i confini della legge. Lo prega quindi di non insistervi.

LOLLINI limitando il suo ordine del giorno ai soli bonificamenti idraulici, esclusi gli agrari, dichiara di insistervi, per eccitare il Governo ad una più esatta osservanza della legge.

È anzi dispiacente che la Commissione non siasi a lui associata nell'affermazione di questo principio di giustizia.

PRESIDENTE. Dà lettura dell'ordine del giorno come è stato modificato dall'on. Lollini:

« La Camera richiama il Governo all'osservanza dell'obbligo impostogli dall'articolo 8 della legge 11 dicembre 1878, n. 4642 (serie 2ª), di far concorrere i proprietari alle spese dei bonificamenti idraulici eseguiti, nella misura del maggior valore che abbiano acquistato i loro terreni in seguito ai bonificamenti medesimi, e lo invita a presentare nel termine di un anno da oggi una particolareggiata relazione circa il suo operato in proposito ».

CHIMIRRI, relatore, spiega all'on. Lollini che, anche così modi-

ficato, l'ordine del giorno non potrebbe essere accolto; perchè i proprietari già devono concorrere ai bonificamenti di prima categoria, precisamente nei termini e nei modi accennati nell'ordine del giorno, che è quindi assolutamente superfluo.

Quanto ai consorzi di bonifica idraulica, essi sono già disciplinati da altre disposizioni di legge, e si fanno a spese dei proprietari: a questi lavori solo per una recentissima legge contribuisce lo Stato.

Rinnova quindi l'esortazione all'on. Lollini di non insistere.

LOLLINI dichiara che il suo ordine del giorno si riferisce precisamente ai bonificamenti di prima categoria, e tende non a mutare la legge vigente, ma semplicemente a far sì che questa venga rigorosamente applicata, mentre finora per questa parte è rimasta lettera morta.

Spera che la Camera, per sentimento di giustizia, approverà il suo ordine del giorno, anche se non accolto dal Ministero e dalla Commissione.

CELLI, avendo fatto parte della Commissione, che riferì sulla recente legge delle bonifiche, spiega all'on. Lollini che con quella legge è stato abbandonato il concetto della plusvalenza, mentre, invece, si è determinato il contributo dei proprietari e si sono posti a loro carico le spese di manutenzione.

LOLLINI, per non pregiudicare la questione, non insiste nell'ordine del giorno. Si riserva però di presentare un'apposita mozione.

PRESIDENTE dà lettura del seguente ordine del giorno dell'onorevole Maury:

« La Camera confida che il Governo destinerà una parte dei fondi messi a sua disposizione dalla presente legge, ad istituire borgate rurali nell'Agro romano, e promuovere un largo impianto di piccole famiglie coloniche nell'Agro stesso, privilegiando ad esse la rivendita, senza utile, dei beni espropriati per pubblica utilità ».

MAURY sperava che le idee espresse nel suo ordine del giorno sarebbero state accolte almeno come raccomandazione: tuttavia, benchè a malincuore, non insiste.

BACCELLI GUIDO, ministro d'agricoltura, industria e commercio, assicura l'onorevole Maury che il Governo non può non riconoscere la bontà delle sue proposte. Ma alla ripopolazione della Campagna romana devono necessariamente precedere le opere di coltura.

PRESIDENTE, legge i seguenti due ordini del giorno dell'onorevole Giacinto Frascara:

« La Camera invita il Governo a provvedere affinchè l'acqua potabile possa giungere ad essere acquistata ad equo prezzo nelle terre dell'Agro romano »,

« La Camera confida che il Governo presenterà al più presto un progetto di legge per estendere i benefici contemplati dalla presente legge a quelle zone dell'Agro romano e delle Paludi Pontine dove più infieriscono la malaria e la servitù della gleba ».

FRASCARA GIACINTO, quanto al primo ordine del giorno non insiste, prendendo atto delle dichiarazioni del relatore.

Quanto al secondo, esso tende a richiamare l'attenzione del Governo sulle condizioni miserrime di tutta una parte della Provincia romana. Non vi insiste: confida tuttavia che il Governo prenderà ugualmente a cuore la questione.

PRESIDENTE legge l'ordine del giorno della Commissione:

« La Camera invita il Governo a ripartire in cinque esercizi la somma ancora disponibile della spesa approvata con legge 22 marzo 1900. n. 195, per il bonificamento dell'Agro romano, iscrivendo la prima rata nel bilancio del 1903-904 ».

BACCELLI GUIDO, ministro d'agricoltura. industria e commercio, lo accetta.

È approvato).

DI SCALEA, all'art. 1°, domanda se i quartieri suburbani compresi nella zona dei dieci chilometri saranno essi pure esenti dalla imposta, oppure se con questa legge si intenda limitare l esenzione ai soli fabbricati rurali.

Raccomanda poi al Governo di favorire in ogni modo la costruzione di case rurali nell'Agro, essendo questo il vero principio di ogni opera di bonifica.

SANTINI, riferendosi a quanto disse nella discussione generale, raccomanda al Governo di far sì che le case, che sorgeranno in questo perimetro dei dieci chilometri, siano esenti dalle servitù militari.

Rileva poi con vivo compiacimento come i progressi dell'arte medica abbiano vinto le febbri perniciose; ricorda in proposito le benemerenze dell'on. Guido Baccelli, e le scoperte del professor Grassi.

Ricorda poi come parecchi patrizi romani prendano veramente a cuore le condizioni dei contadini, che lavorano nelle loro tenute, non risparmiando nè cure, nè spese.

MAZZA, mentre tributa lode all'on. Baccelli per aver portato in discussione questa benefica e patriottica legge, non trova giusto che lo stesso trattamento di favore, che si fa ai proprietari del suburbio di Roma, non sia fatto anche a coloro, che, con una iniziativa anche più lodevole perchè più spontanea e più coraggiosa, intraprendono opere di bonifica in altre parti della campagna romana.

Vorrebbe dunque esteso anche a questi proprietari il premio della esenzione decennale dall'imposta, come è proposto in un emendamento dell'on. Bissolati.

FRASCARA GIUSEPPE plaude anzitutto alla iniziativa del ministro e ai dotti ed ampi studi della Commissione e del suo relatore.

Loda il concetto di subordinare la concessione dei mutui di favore, per le opere di bonifica, all'avviso di una apposita Commissione sulla natura e sull'utilità delle opere stesse.

Ma, poichè già si concedono questi mutui di favore, non trova giusto che si debba anche concedere l'esenzione dall'imposta, che potrà essere molte volte un premio immeritato o almeno inadeguato.

Comprenderebbe piuttosto che si riducesse maggiormente il saggio dell'interesse di questi mutui.

Fa notare che la legge generale è più larga che non il presente disegno, inquantochè i fabbricati rurali sono già esenti dall'imposta dei fabbricati, e non solo per dieci anni, ma permanentemente.

Fa anche notare che la esenzione dall'imposta importerebbe non lievi complicazione anche nella determinazione del contingente della Provincia.

Dimostra infine che, limitando il premio ai soli mutui di favore, si potrà molto più agevolmente estendere la legge ad altre regioni, quando se ne presenti l'apportunità.

BISSOLATI, propone di sostituire al primo capoverso il seguente:

« Sono esenti per dieci anni dalla imposta principale i terreni dell'Agro romano che vengono bonificati e coltivati razionalmente con case, fabbricati rurali, stalle e strade poderali ».

Non insiste per la estensione della esenzione a tutto l'Agro, comprendendo come si altererebbero le basi della legge.

Lamenta tuttavia che il ministro dell'agricoltura non abbia insistito per estendere la legge oltre la limitata zona dei dieci chilometri. Preoccupandosi però del pericolo che si dia questo premio a proprietari immeritevoli, come bene ha dimostrato l'onorevole Giuseppe Frascara, insiste perchè si dica chiaramente che l'esenzione è concessa solo ai terreni bonificati e coltivati razionalmento. In questo senso si associa all'emendamento Lollini.

LOLLINI, per le stesse ragioni esposte dagli onorevoli Giuseppe Frascara e Bissolati propone che il primo comma sia così modificato:

« Sono esenti per 10 anni dall'imposta principale i terreni compresi nella zona di cui all'articolo 1 della legge 8 luglio 1883, n. 1489 (serie 3ª), sui quali » « sono state eseguite opere di dissodamento, di bonificamento e di coltivazioni razionali, con case coloniche provviste di acqua potabile, fabbricati rurali, stalle e strade poderali ».

CHIMIRRI, relatore, si riserva di esprimere domani l'avviso della Commissione circa questi emendamenti.

Mozione.

PODESTÀ, segretario, legge la seguente mozionne:

« La Camera, affermando il proprio diritto di sindacato su tutti i pubblici servizii, invita il Governo a presentare per il 30 giugno le convenzioni vigenti coll'*Agenzia Stefani*, sottoponendo all'esame della Camera stessa le proposte che esso creda necessarie a riordinare il servizio delle informazioni di Stato, fino ad ora sottratto al controllo parlamentare.

« De Cesare, Di Scalea, Turati, Bissolati, V. Riccio, Pinchia, Santini, Barzilai, Carlo Del Balzo, Monti-Guarnieri, Brunialti, Battelli, Camera, Gesualdo Libertini ».

Interrogazioni.

PODESTA', segretario, ne dà lettura.

« Il sottoscritto chiede d'interrogare l'on. ministro degli affari esteri, per sapere quanto siavi di vero nelle voci, che corrono: che il Mad Mullah abbia invaso i nostri possedimenti del Benadir, o vi si avvii, per effetto dell'azione delle truppe inglesi, che lo spingono verso sud; e che vi fu già una intesa fra il Governo italiano e quello inglese, per la cessione, con o senza compensi, della penisola somala, o di una parte di essa, all'Inghilterra.

« Spirito Francesco ».

« Il sottoseritto chiede d'interrogare l'on. ministro degli affari esteri per sapere se e quando saranno presentati al Parlamento i documenti diplomatici riguardanti gli affari balcanici.

« Cirmeni ».

La seduta termina alle 18,15.

Comunicazioni della Segreteria della Camera.

Commissione per il disegno di legge sugli sgravi ai tributi

La Commissione per gli sgravi — ripreso in esame il quesito primo proposto al ministro del tesoro ed al quale egli rispondeva nell'ultima adunanza della Commissione — ritenne che non possa dubitarsi sulla potenzialità del bilancio a fronteggiare col fondo di sgravio e cogli avanzi annuali una eventuale riduzione di carichi in relazione al disegno di legge.

Convocazioni di Commissioni

Per domani giovedì 26 febbraio:

Alle ore 10: la Commissione per l'esame del disegno di legge sugli sgravi ai tributi (204) (Gabinetto I);

Alle ore 13 e mezzo: la Sottogiunta bilanci Finanze e Tesoro:

Alle ore 14: la Giunta generale del bilancio col seguente ordine del giorno:

Lettura delle relazioni.

1. Convenzione per l'assetto dell'Università di Pisa (197), relatore Morelli-Gualtierotti.

2. Eccedenze sul bilancio dell'Istruzione (219), relatore Morelli-Gualtierotti.

3. Maggiori assegnazioni sul bilancio dell'Istruzione (226), relatore Morelli-Gualtierotti.

4. Convenzione per l'assetto dell'Università di Padova (198), relatore Donati.

Esame dei disegni di legge:

1. Maggiori assegnazioni sul bilancio Agricoltura (295).

2, Prelevazioni dal fondo di riserva per le spese impreviste (303).

3. Maggiori assegnazioni sul bilancio del Tesoro (304).

Alle ore 16: la Commissione per l'esame del disegno di legge per modificazioni agli articoli 38 e 40 della legge sull'avanzamento nel R. esercito (avanzamento a scelta dei non combattenti) (280) (Ufficio III);

Alle ore 17: la Commissione per l'esame del disegno di legge sull'istituzione dei farmacisti militari di complemento (299) (Ufficio IV);

Alle ore 18: la Commissione per l'esame del disegno di legge per modificazioni al testo unico delle leggi sull'ordinamento del Regio esercito (Ingegneri geografi e topografi) (298) (Ufficio II).

DIARIO ESTERO

Nella seduta del 23 febbraio della Camera dei Comuni, nel corso della discussione dell'indirizzo di risposta al discorso del Trono, il deputato conservatore Deckett propose un emendamento, col quale si deplora che l'organizzazione dell'esercito non corrisponda ai bisogni del Regno, e che l'aumento delle spese militari non abbia prodotto un adeguato progresso nella potenzialità e nell'addestramento dell'esercito.

Il proponente dice che, con questa sua mozione, non intende biasimare la politica del Governo in generale, bensì soltanto quella del Ministero della guerra. Il ministro Brodrick, prosegui l'oratore, non ha saputo trarre partito dalle circostanze favorevoli che gli si sono presentate. Egli ha creato un edificio senza prima consolidarne abbastanza le fondamenta.

Il piano di Bodrick è troppo costoso e non rimedia alle deficienze rilevate durante la guerra sud-africana.

Seley, pure conservatore, appoggia la mozione Deckett, dicendo che il ministro Brodrick tende a creare un esercito regolare che sarebbe troppo grande per i bisogni normali dell'Inghilterra.

Decket critica pure il piano di Brodrick.

Il ministro, signor Brodrick, difese il suo nuovo sistema dei corpi d'armata dicendo che non si è ancora avuto tempo di giudicarlo in pratica. Finora se ne sono organizzati tre, il quarto sarà pronto per il primo d'aprile. Il ministro aggiunse che nell'anno scorso si sono reclutate 50 mila nuovi volontari.

La seduta fu quindi levata. Si crede che il governo, per salvare il ministro della guerra porrà la questione di fiducia prima del voto.

* *
*

Telegrafano da Costantinopoli:

Una circolare del governo bulgaro ai suoi rappresentanti consolari in Turchia raccomanda loro di esercitare la loro influenza sui notabili bulgari del loro circondario perchè si comportino lealmente e non prendano parte a nessun movimento rivoluzionario.

I giornali bulgari deplorano che dall'azione austro-russa per la riforma sia stato esclusa la questione del disarmo degli albanesi che è della più grave importanza per la popolazione cristiana.

La notizia che la ferrovia Smirne Casseta ricevette l'incarico di provvedere al trasporto di 25 mila uomini è vera; ma si riferisce ad una misura preparatoria presa nei primi giorni del febbraio, allorchè la situazione aveva assunto un aspetto inquietante. Allora era stato disposto, tra altro, che tre brigate di redif del 3° corpo

d'esercito fossero pronte per un'eventuale mobilitazione. Nel frattempo però quest'ordine fu revocato.

*
* *

L'*Agenzia Reuter*, di Londra, ha da Fez in data 16 corrente:

« La situazione è soddisfacente. Il pretendente, che sarebbe rimasto ferito nell'ultimo combattimento, si trova ora a Rialta, nelle vicinanze di Taza, mentre il ministro della guerra si avanza alla testa di un forte nerbo di truppe per ridurre all'obbedienza le tribù ribelli.

La tribù degli Hyainia dichiarò di sottomettersi offrendo ostaggi a garanzia del suo futuro contegno pacifico ed il pagamento di un'indennità.

L'istruttore britannico delle truppe del Sultano, sir Henry Mac Lean che considera la situazione con molto ottimismo, dichiara di ritenere che le forze del pretendente siano oramai completamente paralizzate ».

*
* *

Il *Temps*, di Parigi, in un suo articolo sulle relazioni tra la Francia e l'Abissinia, scrive tra altro:

« Con un trattato del maggio 1902 e di cui recentemente il *Times* ha rivelato il testo, Menelik ha consentito che l'Inghilterra faccia passare sul suo territorio la grande ferrovia centrale africana e le ha inoltre concesso una specie di monopolio per la disposizione delle acque del lago Tsana e del Nilo Bleu. Noi non vogliamo essere gelosi dei vantaggi ottenuti dall'Inghilterra. Menelik agisce da sovrano libero facendo le concessioni che crede utili al suo paese.

« Noi non possiamo dunque che trovare naturale che i nostri concorrenti mettano a profitto la loro posizione dal lato della valle del Nilo, ma a condizione che non ci si impedisca di trarre vantaggio anche dal nostro lato. Ora, al momento stesso che Menelik firmava con l'Inghilterra la convenzione, noi gli domandavamo di approvare la convenzione colla quale la ferrovia di Gibuti era posta sotto le dipendenze del Governo francese e finora Menelik non ha risposto alle nostre domande. Dicono che certe disposizioni della convenzione possono far credere ad un intervento da parte nostra nei suoi Stati, ma le clausole del trattato che ha firmato coll'Inghilterra costituiscono sopra una parte del suo territorio una specie di ipoteca, mentre non c'è nulla di simile nella convenzione che noi avevamo proposta. Si domanda dunque perchè a noi non fa il medesimo trattamento amichevole ».

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

Le LL. AA. RR. il Principe e la Principessa Mirko del Montenegro giunsero ieri in Roma.

Furono ricevuti alla stazione dalle LL. MM. il Re e la Regina accompagnati dal generale Brusati e da altri personaggi di Corte, dal console generale del Montenegro e dal vice console.

Le LL. MM., con i loro augusti ospiti, in carrozze aperte, scortate dai corazzieri, si recarono dalla stazione alla Reggia, salutati, durante il percorso, dalla popolazione che era numerosa per le vie.

Le LL. AA. RR. si tratterranno in Roma alcuni giorni.

S. M. la Regina offrì a S. A. R. la Principessa Mirko un bellissimo mazzo di viole mammole, garofani bianchi e reseda.

Ringraziamenti Sovrani. — Il Comizio dei veterani, nella sua assemblea di domenica scorsa, inviò un telegramma d'omaggio a S. M. il Re.

L'Augusto Sovrano ha fatto così rispondere al senatore conte Alfeo Massarucci, rieletto presidente del Comizio:

« Il devoto ed affettuoso pensiero rivolto a S. M. il Re dal sodalizio presieduto da V. S. O., tornava gradito all'Augusto Sovrano, quale novella manifestazione di sentimenti a lui ben noti.

« S. M., per mio mezzo, esprime alla S. V. ed all'intera Società i suoi vivi ringraziamenti.

« *Il primo aiutante di campo*
« Generale UGO BRUSATI ».

In onore di Guglielmo Marconi. — La Giunta municipale di Roma ha deciso di far proposta al Consiglio comunale di conferire la cittadinanza romana a Guglielmo Marconi.

Tale proposta è stata segnata nell'ordine del giorno che nella tornata di domani sera dovrà discutere il Consiglio.

Congresso internazionale dei Latini. — Il prof. conte Angelo de Gubernatis, presidente della Società Elleno-Latina, con sua circolare a stampa c'informa che, promosso da detta Società, tra il 15 e il 22 del prossimo aprile, si riunirà a Roma il primo Congresso internazionale dei latini e degli amici della civiltà elleno-latina.

Scopo di questo Congresso è di affermare, con un patto solenne sancito in Roma, l'unione e la fratellanza dei popoli latini, mostrarne la vitalità potente, rilevarne l'opera progressiva, ridestarne le energie latenti ed ogni riposta virtù che dorma, e promuoverne ogni scambio intellettuale.

Di questo Congresso hanno accettato la presidenza onoraria il principe Colonna, sindaco di Roma, e le LL. EE. i Ministri onorevoli Nunzio Nasi e Guido Baccelli.

L'inaugurazione avrà luogo il 15 aprile in Campidoglio.

Le riunioni per le lettere e le discussioni si terranno nella sede della Società elleno-latina, nel palazzo Bernini al Corso Umberto I 151, ove da un Comitato ordinatore si viene preparando il Congresso.

Museo Kircheriano. — S. E. il ministro della P. I., on. Nasi, ha inviato al Museo Preistorico al Collegio Romano la collezione di antichità precolumbiane dei *Calchaqui*, donata dal ministero della P. I. dell'Argentina e formata dal dott. Ambrosetti con esplorazioni eseguite nelle provincia di Satta, Tucuman e Catamarca.

Questa collezione è unica in Europa e fu molto ammirata in una recente pubblica riunione della Società Geografica.

Tiro a segno nazionale. — *Istruzioni preparatorie.* — Domenica 1° marzo tutti gl'iscritti al Tiro a segno, che devono eseguire le istruzioni preparatorie al tiro regolamentare, dovranno trovarsi alle ore 8 ant. alla caserma degli allievi carabinieri ai Prati di castello, dove appositi istruttori militari, agli ordini della Direzione del tiro e di ufficiali in congedo, commissari della Società, impartiranno le istruzioni stesse, le quali continueranno nelle successive domeniche con quelle norme che verranno comunicate verbalmente agl'interessati.

Esposizione di Milano 1905. — La sottoscrizione per questa esposizione, giusta gli elenchi che pubblicano i giornali di Milano, ha superato il milione ed ieri l'altro giungeva alla cospicua somma di L. 1,065,400.

Il traforo del Sempione. — Circa lo stato dei la-

vori del traforo del Sempione l'*Economista* pubblica le seguenti ultime informazioni:

Le gallerie trasversali compiute dal lato sud sono 29. L'avanzamento della galleria dal lato italiano è di m. 6145 e dal lato svizzero 8632. Per superare la lunghezza del Gottardo occorrono ancora 180 metri. Fra i due versanti la differenza è di 2450.

Scoperta archeologica. — I giornali di Napoli narrano che nelle necropoli di Cuma si è trovata una grande tomba circolare ricoperta da una volta a cupola conica. Essa spetta forse al principio del secolo terzo avanti Cristo, e rappresenta l'esempio più grandioso e più perfetto di architettura sepolcrale finora scoperto a Cuma, e ci dimostra a quale grado di civiltà fossero giunti nell'architettura i Campani.

Marina militare. — La R. nave *Umbria* partì ieri l'altro da Callao per Iquique, e proseguirà oggi per Montevideo.

Marina mercantile. — Ieri l'altro i piroscafi *Capri*, della N. G. I., *Commonwealth*, della D. L., e *Città di Genova*, della Veloce, partirono il primo da Singapore per Bombay, il secondo da Algeri per Genova, ed il terzo da Teneriffa per il Brasile; il vapore *New-England*, della D. L., giunse a Boston, ed il piroscafo *France*, della S. T. M. M. da Teneriffa, proseguì pel Mediterraneo. Lo stesso giorno 24 il piroscafo *Duchessa di Genova*, della Veloce, giunse a Montevideo, ed il giorno 23 il piroscafo *Venezuela*, della Veloce, partì da Las Palmas pel Plata.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

VIENNA, 25. — Il *Fremdenblatt*, a proposito delle riforme nella Macedonia, accenna all'accordo austro-russo, che ha dato i migliori frutti.

Dice che la Porta, accogliendo le energiche esortazioni delle Potenze, iniziò nel dicembre scorso, una serie di provvedimenti amministrativi; ma questi non poterono considerarsi sufficienti, perchè non eliminavano le cause essenziali del malcontento.

Le proposte elaborate dall'Austria-Ungheria e dalla Russia, approvate da tutte le Potenze firmatarie del trattato di Berlino ed accettate dal Sultano, riguardano tutte le questioni che da lungo tempo erano riconosciute come cause capitali della situazione presente e sono atte a portare un efficace rimedio.

Le Potenze, cercando di ottenere a Costantinopoli l'approvazione delle proposte ottenute nel memoriale austro-russo, sapevano che non sarebbero state soddisfatte le velleità di quei Macedoni che vedono la salvezza della loro patria soltanto nell'autonomia politica.

Le Potenze dovettero tener presenti a tale proposito i diritti di sovranità del Sultano.

Le mene dei rivoluzionari, dirette al cambiamento della situazione, non potevano contare sull'appoggio delle Potenze; ma le popolazioni macedoni possono essere convinte, dal passo fatto dalle Potenze stesse, che hanno a cuore le loro sofferenze.

I provvedimenti approvati dalla Turchia costituiscono positivi acquisti e le Potenze ne cureranno una coscienziosa applicazione.

Mercè la collaborazione sincera di tutti gli elementi interessati, si riuscirà a risolvere pacificamente una questione la cui soluzione con la forza potrebbe avere conseguenze incalcolabili.

ATENE, 25. — *Camera dei deputati* — Il ministro della guerra, colonnello Korpas, presenta vari progetti di legge concernenti la riorganizzazione dell'esercito, i quali propongono che la durata del servizio militare venga ridotta a 16 mesi e calcolano che il contingente annuo sarà in tal caso di 36,000 uomini.

Propongono pure l'istituzione di una cassa speciale per il materiale, la quale potrebbe dare un prodotto annuo di 2,500,000 dramme.

Una parte di questa somma sarebbe prodotta dal monopolio delle polveri e degli esplosivi la cui assunzione da parte del Governo viene proposta alla Camera.

Un'altro progetto sopprime l'istituzione del Comandante generale dell'esercito, che, dopo la legge del 1900, è il principe ereditario.

Questi secondo il nuovo progetto viene nominato Comandante di corpo d'armata e può essere anche nominato Ispettore generale dell'esercito.

Il ministro spiega che l'istituzione del Comandante generale, sopprimendo tutti i diritti del ministro della guerra, rende impossibile l'amministrazione dell'esercito.

Non si tratta del principe ereditario, ma dell'interesse stesso dell'esercito (Applausi e viva impressione).

PARIGI, 25. — La Commissione del bilancio si è riunita oggi sotto la presidenza del deputato Doumer ed ha approvato il progetto per un terzo dodicesimo provvisorio limitando a 210 milioni di franchi l'emissione dei buoni settennali previsti per colmare il disavanzo dell'esercizio 1901-1902.

PARIGI, 25. — Il Ministro degli affari esteri, Delcassé, ha informato la Commissione parlamentare per gli affari esteri che egli ha intenzione di aprire nuovi negoziati col Siam, onde modificare la Convenzione franco-siamese. Egli chiede perciò che la Commissione sospenda ogni decisione circa la Convenzione stessa.

PIETROBURGO, 25. — Il *Messaggero del Governo* pubblica la seguente nota:

Seguendo costantemente lo svolgersi della vita politica dei popoli che professano la stessa religione della Russia, il Governo dell'Impero non ha cessato di essere informato a tempo dai suoi agenti circa il vero stato delle cose e di richiamare l'attenzione della Porta sulla necessità urgente di migliorare la condizione dei cristiani nei *vilayet* di Salonicco, Kossowo e Monastir. L'Ambasciatore russo a Costantinopoli, Zinoview, chiamato nel mese di ottobre dello scorso anno a Jalta, fu incaricato di elaborare un progetto per le riforme più importanti e ricevette contemporaneamente istruzioni, in virtù delle quali fece notare al Sultano che era assolutamente necessario che facesse attuare al più presto possibile queste riforme, onde eliminare le cause del malcontento fra i suoi sudditi.

Un'analoga comunicazione fu consegnata prima all'Ambasciatore turco, Turkhan Pascià, che fece una visita all'Imperatore di Russia a Livadia. Il Governo turco si dichiarò disposto a seguire i consigli del Governo russo circa le riforme da applicarsi in Macedonia. Ma l'*Iradè*, pubblicato nel novembre 1902, non conteneva garanzie sufficienti pel miglioramento della situazione dei sudditi cristiani e non valse perciò a calmare completamente gli animi.

Malgrado i consigli dati, i comitati rivoluzionari, formati per eccitare la popolazione contro la Porta, continuarono la loro agitazione.

A causa di questa situazione estremamente inquietante, l'Imperatore di Russia ordinò al ministro degli affari esteri, conte di Lamsdorff, di recarsi ai primi di decembre a Belgrado ed a Sofia per conferire coi ministri di quei due Stati e dichiarare che gli sforzi della Russia tendono come pel passato ad impegnare la Porta ad introdurre, al più presto possibile, le riforme nei tre *vilayet* europei e che era quindi indispensabile che gli Stati Balcanici prendessero tutte le misure necessarie per mantenere la tranquillità nella penisola e si opponessero alle mene rivoluzionarie, perchè, soltanto operando così, essi potevano contare sulla Russia.

La Serbia e la Bulgaria si affrettarono ad assicurare il ministro Lamsdorff, che i loro Governi farebbero tutti gli sforzi per reprimere ogni agitazione ed attenderebbero i risultati dell'azione della Russia a favore dei cristiani.

Queste promesse essendo state mantenute, il Governo imperiale russo espresse interamente la sua approvazione al Governo bulgaro circa le misure prese in questi ultimi tempi contro i comitati rivoluzionari.

Il conte di Lamsdorff si recò da Belgrado a Vienna, ove ebbe conferenze speciali col ministro degli esteri, conte Goluchowski. In conformità agli accordi del 1897 tali conferenze condussero a concretare le basi fondamentali delle riforme da applicarsi nei tre *vilayet*

Ai primi di gennaio il programma delle riforme potè esser comunicato agli ambasciatori di Russia e d'Austria-Ungheria a Costantinopoli, i quali furono incaricati di elaborare un progetto più particolareggiato dopo esaminate le condizioni locali.

Questo progetto fu accettato dai due Governi russo ed austro-ungarico e comunicato confidenzialmente il 17 febbraio alle Potenze firmatarie del trattato di Berlino, con preghiera di appoggiare i due Imperi nel caso che approvassero il detto piano di riforme.

La Francia, l'Italia, la Germania e l'Inghilterra si dichiararono completamente disposte ad agire in questo senso e gli ambasciatori di Russia e d'Austria-Ungheria furono allora incaricati di presentare al Sultano il progetto di riforme.

La Nota riassume quindi le proposte relative alle riforme da applicarsi in Macedonia e dice che questi provvedimenti, i quali potranno in avvenire avere un maggiore svolgimento, debbono intanto essere considerati sufficienti per assicurare un notevole miglioramento nella situazione dei cristiani.

La Nota conclude così: La Russia, pur dando ai suoi rappresentanti presso gli Stati balcanici istruzioni per conservare loro il suo potente appoggio, dichiara che le popolazioni balcaniche non debbono dimenticare che essa non sacrificherebbe una goccia del sangue dei suoi figli se gli Stati balcanici cercassero di ottenere con mezzi violenti e rivoluzionari una modificazione allo stato di cose attualmente esistente nella penisola.

LONDRA, 26. — Telegrafano da Bombay che la peste bubbonica si estende rapidamente nelle provincie di Bombay, del Pendjab e del Bengala.

Durante la settimana scorsa vi furono circa 24,500 decessi.

Sono state soccorse con viveri 250,000 persone, vittime della carestia.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio Romano

del 26 febbraio 1903

Il barometro è ridotto allo zero. L'altezza della stazione è di metri . . . . 50,60.

Barometro a mezzodì	768.
Umidità relativa a mezzodì	65.
Vento a mezzodì	W debolissimo.
Stato del cielo a mezzodì	3/4 coperto.
Termometro centigrado	massimo 15,6.
	minimo 6°,6.
Pioggia in 24 ore	0,0.

Li 25 febbraio 1903.

In Europa: pressione massima di 777 in Transilvania, minima di 732 sulle Ebridi.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito ovunque fino a 9 mill. in Val Padana; temperatura in molti luoghi diminuita; qualche pioggiarella in Emilia e Romagne.

Stamane: cielo nuvoloso in Emilia, Romagne e versante tirrenico superiore, vario altrove; venti deboli varî.

Barometro: massimo a 773 in Val Padana, minimo a 771 in Sardegna.

Probabilità: venti deboli o moderati varî; cielo vario sull'Italia meridionale e Sicilia, alquanto nuvoloso o nebbioso altrove.

BOLLETTINO METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 25 febbraio 1903.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA Massima nelle 24 ore precedenti	TEMPERATURA Minima nelle 24 ore precedenti
Porto Maurizio	1/4 coperto	legg. mosso	14 0	10 1
Genova	1/4 coperto	calmo	14 7	5 2
Massa Carrara	1/4 coperto	mosso	16 8	5 8
Cuneo	coperto	—	13 8	5 1
Torino	3/4 coperto	—	14 2	5 9
Alessandria	coperto	—	15 5	4 2
Novara	sereno	—	15 4	4 5
Domodossola	sereno	—	16 0	2 0
Pavia	nebbioso	—	17 4	3 3
Milano	1/2 coperto	—	16 2	4 0
Sondrio	1/4 coperto	—	13 8	3 4
Bergamo	1/4 coperto	—	14 0	4 2
Brescia	1/4 coperto	—	15 0	4 7
Cremona	3/4 coperto	—	15 4	3 7
Mantova	—	—	—	—
Verona	sereno	—	12 3	2 0
Belluno	3/4 coperto	—	9 1	0 5
Udine	1/2 coperto	—	8 6	2 4
Treviso	sereno	—	10 3	3 1
Venezia	coperto	calmo	9 0	4 2
Padova	1/4 coperto	—	16 0	4 4
Rovigo	coperto		14 4	3 0
Piacenza	coperto	—	16 3	3 0
Parma	coperto	—	15 5	6 4
Reggio Emilia	coperto	—	14 3	7 5
Modena	coperto		13 5	4 7
Ferrara	3/4 coperto	—	11 2	4 5
Bologna	coperto	—	14 2	6 0
Ravenna	coperto	—	15 9	3 0
Forlì	coperto	—	16 8	8 2
Pesaro	coperto	calmo	17 6	5 4
Ancona	nebbioso	calmo	16 5	7 0
Urbino	nebbioso	—	13 5	3 4
Macerata	sereno	—	17 0	7 5
Ascoli Piceno	—	—	—	—
Perugia	1/4 coperto	—	14 0	6 2
Camerino	1/4 coperto	—	12 7	4 6
Lucca	1/2 coperto	—	15 7	4 4
Pisa	3/4 coperto	—	16 4	3 8
Livorno	nebbioso	calmo	15 8	6 0
Firenze	coperto	—	15 6	3 5
Arezzo	coperto	—	15 4	4 2
Siena	3/4 coperto	—	12 7	4 8
Grosseto	coperto	—	17 0	5 5
Roma	coperto	—	15 6	6 6
Teramo	sereno	—	15 2	6 2
Chieti	sereno	—	17 2	7 2
Aquila	sereno	—	14 3	1 9
Agnone	sereno	—	13 5	5 0
Foggia	1/4 coperto	—	21 4	7 0
Bari	coperto	calmo	18 7	10 0
Lecce	3/4 coperto	—	18 8	9 0
Caserta	1/4 coperto		15 7	6 0
Napoli	1/2 coperto	calmo	14 2	9 2
Benevento	nebbioso	—	17 2	1 8
Avellino	sereno	—	15 7	0 1
Caggiano	nebbioso	—	13 0	5 3
Potenza	1/4 coperto	—	14 8	3 3
Cosenza	sereno	—	20 7	5 0
Tiriolo	sereno	—	13 2	4 0
Reggio Calabria	sereno	legg. mosso	18 2	11 2
Trapani	coperto	calmo	18 2	11 4
Palermo	nebbioso	calmo	20 8	5 3
Porto Empedocle	1/2 coperto	calmo	15 0	9 0
Caltanissetta	sereno	—	20 0	9 0
Messina	sereno	legg. mosso	19 3	11 6
Catania	1/2 coperto	legg. mosso	21 8	9 5
Siracusa	1/2 coperto	legg. mosso	19 0	7 0
Cagliari	sereno	calmo	18 6	8 0
Sassari	sereno	—	15 2	7 1

Direttore: AVV. GIOVANNI PIACENTINI. Tipografia delle Mantellate. TUMINO RAFFAELE, *Gerente responsabile.*